

## Communiqué de presse

avril 2008

---

### **«Les toxicomanes ont besoin d'aide pour sortir de la dépendance, pas pour y rester!»**

(Association d'anciens toxicomanes [VeD], Berne)

A la fin du mois de mars, le Parlement fédéral a adopté une **révision de la Loi sur les stupéfiants** dont le contenu est extrêmement discuté. Avec d'autres organisations conscientes de leurs responsabilités, l'association «Jeunesse sans drogue» s'investit pour que cette révision soit soumise au peuple. C'est pourquoi nous avons lancé un référendum et nous devons récolter 50'000 signatures d'ici à la fin juin.

Voici une des raisons qui nous ont poussés à soutenir le référendum.

La révision donne la possibilité d'administrer aux toxicomanes d'autres drogues que l'héroïne – unique stupéfiant autorisé jusqu'ici –, par exemple de la cocaïne. De plus, les conditions imposées à la participation aux programmes d'héroïne ont été supprimées. Ces deux modifications permettraient d'étendre considérablement l'administration de drogues et nous devons nous y opposer.

En janvier 1994 ont commencé les premiers essais d'administration officielle d'héroïne à des petits groupes de toxicomanes. Depuis, plus de 3000 drogués y ont participé. Contrairement à toutes les assurances données au début, selon lesquelles l'objectif primordial de cette mesure était de mener à l'abstinence les personnes traitées, **seuls 4% d'entre eux y sont parvenus. Dans les centres de thérapie visant l'abstinence, le taux de réussite est de 50 à 70%.**

Nous considérons comme une exigence humanitaire le fait de donner à des individus égarés la possibilité de quitter complètement leur milieu délétère afin de redevenir capables de maîtriser leur vie. L'extension de l'administration de drogue pour un temps indéterminé empêche de réaliser cet objectif.

Markus Kündig  
ancien conseiller aux Etats  
président de l'Association

Simon Schenk  
conseiller national, membre du Comité  
ancien entraîneur national de hockey sur glace